

Montréal, le 31 janvier 2020

À l'attention de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

Objet : Avis sur la Politique montréalaise pour l'action communautaire

C'est dans le cadre de la consultation publique en vue d'adopter une Politique montréalaise pour l'action communautaire que Pause-Famille a la responsabilité de vous faire parvenir cet avis.

Notre organisme, situé dans le quartier Ahuntsic-Cartierville a pour mission d'accompagner et de soutenir les familles ayant des enfants âgés de 0 à 5 ans et plus spécifiquement les familles aux prises avec des conditions de vie difficiles. Plusieurs centaines de familles résidentes du quartier peuvent être accompagnés et soutenus dans les différentes étapes de la vie de leurs enfants. Nous résidons dans un ancien établissement scolaire qui abrite aujourd'hui une vingtaine d'organismes communautaires. Les collaborations sont multiples et la proximité de tous nos services est très bénéfique pour les familles de Pause-Famille.

Notre organisme est membre, notamment, de Solidarité Ahuntsic, de l'Association des Halte-garderies du Québec (AHGQ), des Organismes communautaires famille (OCF), de la table de concertation d'Ahuntsic-Cartierville en petite-enfance (CAPE), du Regroupement des organismes communautaires familles de Montréal (ROCFM) et du Regroupement sur la valorisation de la paternité (RVP).

Nous soutenons la démarche collective des regroupements montréalais en action communautaire autonome et les avis émis suite aux démarches de concertation. Nous tenons à saluer la volonté de la Ville de Montréal de reconnaître l'importance de l'ensemble des rôles sociaux auxquels contribuent les organismes d'action communautaire et d'en reconnaître les spécificités, en conformité avec la Politique de soutien et de reconnaissance de l'action communautaire du Québec. Cette proposition de la Politique montréalaise en témoigne. Toutefois, nous soutenons les propositions concernant les améliorations pouvant être amenées à la Politique montréalaise :

- Mettre de l'avant l'apport du mouvement communautaire au développement des droits sociaux.
- S'inspirer davantage du Cadre de référence national en matière d'action communautaire pour mieux définir l'action communautaire, l'action communautaire autonome et la défense collective des droits.
- Protéger sans équivoque l'autonomie des groupes, notamment en excluant toute possibilité d'assister aux rencontres des conseils d'administration, en respectant la confidentialité des renseignements des personnes qu'ils rejoignent et en respectant leur rayonnement territorial.
- Définir davantage l'éducation populaire autonome, notamment en s'inspirant de la définition mise de l'avant par le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).
- De façon générale, utiliser un vocabulaire qui traduise les valeurs du mouvement communautaire.
- Pour tous les programmes de financement, assurer la transparence, la prévisibilité et la proportionnalité de l'ensemble des processus (demandes, contrats et reddition de compte).

- Privilégier des financements à long terme ou récurrents. Privilégier l'attribution de subventions aux ententes de sous-traitance.
- Publier une liste de programmes de financement (en annexe de la Politique) et la mettre à jour annuellement.
- Reconnaître que la contribution de la Ville à loger les groupes communautaires est une responsabilité sociale allant au-delà du rôle de propriétaire immobilier.
- Mieux reconnaître le rôle des regroupements, notamment pour leur expertise, leur représentativité et leur contribution à la défense des droits sociaux.
- Favoriser la participation de tous les regroupements d'action communautaire autonomes concernés au comité de suivi de la Politique.
- Mettre en place un mécanisme de résolution des désaccords.
- Rendre effective l'adhésion de tous les paliers décisionnels et administratifs de la région de Montréal (conseil d'agglomération, villes et arrondissements) et de façon pérenne, au-delà des changements d'administration.
- S'engager à adopter un plan d'action avec des mesures de soutien financier structurantes.

Nous vous encourageons fortement à poursuivre le travail amorcé avec le milieu communautaire afin de doter toutes les instances de l'île de Montréal d'une Politique de reconnaissance qui favorise l'épanouissement et la participation sociale de toutes et de tous.

Viviane Gagné

Éducatrice et responsable des prises en charge

vivianegagne@pausefamille.org

(514) 382-3224

10 780 rue Laverdure,
Montréal (Qc)
H3L 2L9

commissions@ville.montreal.qc.ca